

CONTRAT DE LABORATOIRE COMMUN « GEO HERITAGE »

ENTRE

La société **EVEHA, ETUDE ET VALORISATION ARCHEOLOGIQUE**, société par actions simplifiées à actionnaire unique, dont le siège social est 31, rue SOYOUZ 87 280 LIMOGES, n° SIREN 49182568300205 représentée par Julien DENIS en sa qualité de Président,

ci-après désignée par « **la Société** »,

d'une part,

ET

Le **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est 3 rue Michel Ange 75794 PARIS Cedex 16, n° SIREN 180 089 0130, code APE 7219Z, représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS, lequel a délégué sa signature à **Monsieur Frédéric FAURE**, Délégué Régional Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein, BP 61335, 69609 VILLEURBANNE Cedex,

ci-après désigné par « **le CNRS** »,

L'UNIVERSITE LUMIERE-LYON II, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 LYON CEDEX 07, représentée par sa Présidente, Madame **Nathalie DOMPNIER**,

ci-après désignée par « **LYON II** »,

d'autre part,

Le CNRS et LYON II agissant tant en leur nom que dans le cadre des activités du Laboratoire Archéorient : environnements et sociétés de l'Orient ancien, UMR 5133, représenté par Christophe BENECH son directeur, ci-après désigné par « Archéorient ».

Le CNRS et LYON II sont ci-après désignés collectivement par « les Etablissements ».

La Société et les Etablissements sont ci-après désignés individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

ATTENDU QUE

Le Laboratoire Archéorient : environnements et sociétés de l'Orient ancien conduit des recherches dans les domaines de l'archéologie et de différentes spécialités appliquées à l'archéologie (géophysique, géomatique, géomorphologie...).

La Société est spécialisée dans le domaine de l'archéologie préventive tant en France qu'à l'étranger, par l'intermédiaire d'Eveha International. Ces deux structures sont également impliquées dans le domaine de la recherche et des fouilles programmées, sur le territoire national comme à l'étranger. Elles cherchent à développer et promouvoir toutes les technologies permettant d'assurer une analyse complète et efficace des vestiges archéologiques en vue d'en archiver l'existence et d'en assurer la valorisation scientifique..

Compte tenu du savoir-faire d'Archéorient dans le domaine de la géophysique, la géomatique et la géomorphologie, du positionnement de la Société et de la nécessité de créer une structure pérenne pour répondre aux demandes d'expertise de zones archéologiques sensibles à l'international, les Etablissements et la Société ont élaboré le projet de création de laboratoire commun « GEO HERITAGE » et ont répondu à l'appel d'offres LABCOM 2015 lancé par l'ANR.

L'objectif du projet est de créer un laboratoire commun entre les Etablissements et la Société ci-après désigné par le « Laboratoire Commun », ayant pour objet « Méthodes innovantes en archéologie : géophysique, géomorphologie et géomatique ».

Ce projet ayant été retenu par l'ANR, les Parties entendent désormais, dans le présent Contrat, fixer les modalités relatives à la constitution et au fonctionnement de ce Laboratoire Commun, ainsi que leurs droits et obligations respectifs en résultant.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 – DEFINITIONS**

Dans le présent Contrat les termes suivants, employés tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

ANR :	Agence Nationale de la Recherche
BREVETS COMMUNS :	brevet ayant pour objet un (des) Résultat(s) Commun(s).
COMITE DE DIRECTION :	voir article 3.1.
COMITE DE PILOTAGE :	voir article 3.3.
COMITE SCIENTIFIQUE :	voir article 3.2.
CONNAISSANCES	
ANTERIEURES PROPRES :	toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et/ou tout autre type d'informations, sous quelle que forme que ce soit, brevetable ou non, brevetée ou non, y

compris le Savoir-Faire, les logiciels, les plans, schémas, dessins formules ou tout autre type d'information, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que tous les droits y afférents appartenant à une Partie ou détenus par elle antérieurement au présent Contrat.

CONNAISSANCES PROPRES : ensemble constitué des Connaissances Antérieures Propres et des Résultats Propres d'une Partie.

CONTRAT : le présent Contrat, ses annexes et ses éventuels avenants.

INFORMATIONS

CONFIDENTIELLES : toutes informations et/ou toutes données, sous quelle que forme et de quelle que nature qu'elles soient, divulguées par une Partie à une ou plusieurs autres Parties au titre du Contrat sous réserve que la Partie qui divulgue lesdites informations ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel ou, dans le cas d'une divulgation orale, que la Partie divulgatrice ait fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la divulgation et confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours.

LABORATOIRE COMMUN : laboratoire créé entre les Parties pour le développement de méthodes innovantes en archéologie utilisant la géophysique, la géomorphologie et/ou la géomatique.

LOGICIEL DE BASE : logiciel développé par une Partie avant l'entrée en vigueur du présent Contrat. Lorsque le Logiciel de Base a été développé par plusieurs Parties, on parle de **Logiciel de Base Commun**.

LOGICIEL DERIVE : logiciel développé par une Partie dans le cadre du présent Contrat à partir d'un Logiciel de Base. On distingue deux catégories de Logiciels Dérivés : les Adaptations et les Extensions.

Constitue une **Adaptation**, un logiciel dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et/ou réécrit dans un autre langage, réalisé par une seule Partie. Une **Adaptation Commune** désigne une Adaptation issue d'un Logiciel de Base Commun.

Constitue une **Extension**, un logiciel dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou des performances nouvelles, absentes du Logiciel de Base dont il dérive, réalisé par une seule Partie. Une **Extension Commune** est une extension réalisée conjointement par les Parties.

LOGICIEL NOUVEAU : logiciel développé par une ou plusieurs Parties au titre du Projet. Lorsque le Logiciel est développé par deux ou plusieurs

Parties, on parle de **Logiciel Nouveau Commun**.

ORGANISME GESTIONNAIRE

DE LA COPROPRIETE :

Partie chargée de représenter les Parties copropriétaires dans le cadre de la gestion et du suivi des Résultats Communs.

PROJET :

projet scientifique tel que défini dans l'Annexe 1.

RESULTATS :

toutes informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, tous les résultats développés par une ou plusieurs Parties ou leurs sous-traitants lors de la réalisation du Projet ; notamment, sans que cette liste soit exhaustive, le Savoir-Faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les plans, les schémas, les dessins, les formules, prototypes et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme que ce soit, brevetables ou non, brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant.

RESULTATS COMMUNS :

les Résultats développés dans le cadre du Projet par deux ou plusieurs Parties, dès lors que chaque Partie a effectivement participé à son obtention par une activité inventive, l'apport d'informations scientifiques, ou la réalisation de manipulations techniques, dans la mesure où ces éléments sont nécessaires ou utiles à l'obtention des Résultats.

RESULTATS PROPRES :

résultats développés par une Partie, dans le domaine du Projet, sans le concours des autres Parties.

SAVOIR-FAIRE :

on entend par Savoir-Faire un ensemble d'informations techniques non brevetées résultant de l'expérience et testées, ainsi que des données de toute nature (techniques, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable), tout plan, étude, invention, connaissance, expérience, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de tests, essais, pratiques, analyses, échantillons, dessins, représentations graphiques, spécifications, logiciels et programmes, protégeables ou non par un titre de propriété intellectuelle.

Le Savoir-Faire doit être identifié ou identifiable et avoir été conservé confidentiel.

TIERS :

toute personne physique ou morale autre que les Parties.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

Les Etablissements et la Société décident de créer un Laboratoire Commun dont le nom est

GEO HERITAGE, travaillant sur le développement de méthodes innovantes en archéologie mettant en œuvre la géophysique, la géomorphologie et/ou la géomatique.

Le Projet de la collaboration figure dans l'annexe scientifique et technique jointe (Annexe 1). L'Annexe 2 présente le descriptif des contributions des Parties, l'Annexe 3 les Connaissances Antérieures des Parties, l'Annexe 4 les principes devant s'appliquer aux brevets issus des Résultats Communs, l'Annexe 5 la composition du Comité Scientifique et l'Annexe 6 la composition du Comité de Pilotage.

Il est expressément convenu que dans le cas où l'une (des) disposition(s) du corps du présent Contrat entrerait(en)t en conflit avec l'une (des) disposition(s) des annexes, les dispositions du corps du Contrat prévaudront.

Les Parties utiliseront les moyens mis en place dans la présente collaboration, et mettront tout en œuvre pour assurer le bon déroulement de la présente collaboration, sans garantie de succès ni de résultats particuliers.

Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société ; l'*affectio societatis* est formellement exclu.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DU LABORATOIRE COMMUN

3.1. Comité de Direction

3.1.1. Composition

Un Comité de Direction est créé dans le cadre du Laboratoire Commun. Il est composé de représentants de chacune des Parties. Il est entendu que les Etablissements ne désigneront à ce Comité qu'un représentant commun, doté d'une voix délibérative.

Sont membres de droit, à titre délibératif :

- pour les Etablissements :
 - un représentant d'Archéorient
- pour la Société :
 - un représentant de la Société

3.1.2. Désignation des membres

Les membres du Comité de Direction du Laboratoire Commun sont nommés par chaque représentant légal de chacune des Parties pour une durée indéterminée. Une nouvelle désignation peut avoir lieu à tout moment en informant les autres Parties et l'ANR par courrier ou par email.

Les membres désignés à compter du démarrage du Laboratoire Commun sont :

- Monsieur Christophe BENECH (Archéorient) ;
- Monsieur Thomas CREISSEN (la Société).

3.1.3. Présidence

Le Comité de Direction choisit un Président parmi les membres délibératifs, pour une durée d'un an, renouvelable. Le Président du Comité de Direction préside les réunions et veille à leur bon déroulement.

Le Président désigné à compter du démarrage du Laboratoire Commun est Monsieur Christophe BENECH.

La désignation d'un nouveau Président peut avoir lieu lors d'une réunion du Comité de Direction.

3.1.4. Missions/Attributions

Le Comité de Direction :

- définit la politique scientifique du Laboratoire Commun en s'appuyant sur les recommandations du Comité Scientifique ;
- définit les actions à accomplir et propose un planning de réalisation ;
- assure le suivi de l'état d'avancement des travaux du Laboratoire Commun et des résultats obtenus ;
- étudie les possibilités de réorientation de la feuille de route qui est à tout moment révisable et, lorsqu'une réorientation est décidée, met en œuvre cette réorientation ;
- définit et priorise les moyens humains et financiers nécessaires pour la mise en œuvre des actions du Laboratoire Commun ;
- examine les projets de publication et communication relatifs aux travaux du Laboratoire Commun, se charge d'obtenir l'accord des Parties sur ces projets, conformément aux dispositions de l'article 7.6 du présent Contrat et prend toute décision permettant de résoudre les désaccords susceptibles de naître à l'occasion de l'application de l'article 7.6 susvisé ;
- informe les Parties des Résultats du Projet et propose leur protection éventuelle par les Parties. Pour la réalisation de cette mission, les membres du Comité de Direction se feront assister d'un expert en valorisation qui pourra être un salarié des Etablissements ou un tiers mandaté par les Parties à cet effet ; cet expert n'aura qu'une voix consultative ;
- veille, d'une manière générale, à la conformité des actions réalisées aux objectifs de la coopération et aux dispositions du présent Contrat et décide de toute question importante contribuant au bon fonctionnement du Laboratoire Commun, le cas échéant en demandant aux Parties la rédaction d'un avenant au présent Contrat ;
- veille à ce que les personnels participant aux travaux du Laboratoire Commun respectent les règles de discipline et de sécurité en vigueur dans les établissements d'accueil du Laboratoire Commun ;

- coordonne la mise à disposition des matériels tel que précisé à l'article 4.1 ;
- s'efforce de régler, dans le cadre des dispositions du présent Contrat toute question liée à l'usage des locaux du Laboratoire Commun ou concernant l'activité des personnels participants aux travaux du Laboratoire Commun. À défaut d'aboutir dans cette démarche, il saisit les Parties pour les problèmes non résolus ;
- prépare la mise à jour du bilan global annuel des moyens affectés au Laboratoire Commun et dresse l'état prévisionnel des ressources (personnels, moyens financiers, équipements) nécessaires à la réalisation du Projet pour l'année suivante – qui devra être communiqué à l'ANR ;
- porte les projets de développement du Laboratoire Commun devant les instances de décisions (tutelles, Institut Carnot, Pôles de compétitivité, ANR, etc.) ;
- envisage et propose au Comité de Pilotage la stratégie de pérennisation du Laboratoire Commun dès sa première réunion selon les modalités décrites en article 4.4 ; le Comité de Direction veille à la mise en œuvre de la stratégie de pérennisation validée par le Comité de Pilotage ;
- convoque annuellement le Comité de Pilotage ;
- prépare le compte-rendu final à l'issue de la période subventionnée relatif aux activités du Laboratoire Commun et nécessaire à l'attribution du solde de l'aide de l'ANR ; il le communique à l'ANR.

3.1.5. Réunions du Comité de Direction

Le Comité de Direction se réunira la première fois sur l'initiative de son Président au plus tard un (1) mois suivant la signature du présent Contrat.

Il se réunira ensuite au minimum une (1) fois par semestre sur convocation de son Président. Le Comité de Direction peut en outre se réunir à la demande de l'un de ses membres.

Des invités ou experts pourront être conviés, avec voix consultative, à assister aux réunions du Comité de Direction, en fonction de leur ordre du jour, sous réserve qu'ils soient soumis à des obligations de confidentialité au moins équivalentes à celles du présent Contrat.

Dès que possible, et au plus tard au cours de la deuxième année du Projet, le Comité de Direction invite les membres du Comité de Pilotage à statuer sur la stratégie de pérennisation du Laboratoire Commun que le Comité de Direction leur propose.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi par son Président, validé par chacun des membres dans un délai maximum de deux (2) semaines après diffusion, et transmis aux membres du Comité de Pilotage à l'initiative de chacun des membres du Comité de Direction.

Les décisions du Comité de Direction sont prises à l'unanimité.

3.2. Comité Scientifique

3.2.1. Composition

Un Comité Scientifique est créé dans le cadre du Laboratoire Commun.

Il est composé de :

- pour les Etablissements :
 - le représentant des Etablissements au Comité de Direction
 - un membre d'Archéorient
- pour la Société :
 - le représentant de la Société au Comité de Direction
 - un représentant de la Société

Des invités ou experts pourront être conviés à assister aux réunions du Comité Scientifique, sous réserve qu'ils soient soumis à des obligations de confidentialité au moins équivalentes à celles du présent Contrat. Les membres invités ne disposent d'aucune voix délibérative, ils ne disposent que de voix consultatives.

La liste des membres du Comité Scientifique est donnée en Annexe 5.

3.2.2. Désignation des membres du Comité Scientifique

Les membres du Comité Scientifique du Laboratoire Commun sont nommés par le Comité de Direction pour la durée du Contrat. Une nouvelle désignation peut avoir lieu à tout moment en informant les Parties et l'ANR par courrier ou par email.

3.2.3. Missions/Attributions

Le Comité Scientifique a pour missions de :

- définir les choix stratégiques des axes scientifiques du Laboratoire Commun ;
- animer la recherche scientifique ;
- assurer la visibilité du Laboratoire Commun et promouvoir les actions engagées.

Il se réunit au moins une (1) fois par an sur convocation du Comité de Direction.

Les décisions du Comité Scientifique sont prises à l'unanimité.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi par le président de séance nommé à cette occasion et transmis à chacun des membres du Comité de Direction, à chacun des membres du Comité Scientifique et aux membres du Comité de Pilotage.

3.3. Comité de Pilotage

3.3.1. Composition

Un Comité de Pilotage composé d'un représentant du CNRS, d'un représentant de LYON II, d'un représentant d'Archéorient, d'un représentant de la Société, d'un représentant du (des) pôle(s) de compétitivité ayant labellisé le Laboratoire Commun et d'un représentant du Labex IMU, est créé dans le cadre du Laboratoire Commun.

Les membres du Comité de Pilotage sont désignés à l'Annexe 6.

Seuls les représentants des Etablissements, d'Archéorient et de la Société ont voix délibérative s'agissant des décisions prises par le Comité de Pilotage. Les autres membres du Comité ne disposent que de voix consultatives.

Il est entendu entre les Parties que les représentants du CNRS, de LYON II et d'Archéorient ne disposent que d'une voix commune.

Des invités ou experts pourront être conviés, avec voix consultative, à assister aux réunions du Comité de Pilotage, sous réserve qu'ils soient soumis à des obligations de confidentialité au moins équivalentes à celles du présent Contrat.

Les décisions du Comité de Pilotage sont prises à l'unanimité.

3.3.2. Missions/Attributions

Le Comité de Pilotage a pour mission de :

- valider les décisions stratégiques relatives au fonctionnement du Laboratoire Commun proposées par le Comité de Direction ;
- statuer, sur invitation du Comité de Direction, sur la stratégie de pérennisation proposée par le Comité de Direction.

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une (1) fois par an sur invitation du Comité de Direction.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi par le président de séance nommé à cette occasion et transmis à chacun des membres du Comité de Direction, à chacun des membres du Comité Scientifique et à l'ANR.

ARTICLE 4 – CONSTITUTION DU LABORATOIRE COMMUN

Le Laboratoire Commun bénéficiera de moyens émanant d'apports respectifs des Parties pour la réalisation de la feuille de route de recherche et d'innovation figurant en Annexe 1.

4.1. Matériels et locaux

La liste des moyens matériels et des locaux mis à disposition du Laboratoire Commun est donnée en Annexe 2.

Les Parties s'engagent à assurer le matériel ainsi mis à disposition pendant la durée d'utilisation, sous réserve de la réglementation en vigueur.

4.2. Apport en personnels

Chaque Partie affecte au Laboratoire Commun les moyens en personnels permanents et non-permanents décrits en Annexe 2.

Ces personnels seront soumis aux dispositions de l'article 8 du présent Contrat et aux règles

et consignes de sécurité des Etablissements lors de leur présence dans les locaux d'un des Etablissements dévolus au Laboratoire Commun et aux règles et consignes de sécurité en vigueur sur le site de la Société lors de leur présence dans les locaux de la Société dévolus au Laboratoire Commun.

4.3. Initialisation du Laboratoire Commun

Les Parties s'efforceront de rendre le Laboratoire Commun opérationnel dès la signature du présent Contrat. En cas de difficulté, le Comité de Direction décidera des mesures à prendre pour assurer le bon démarrage du Laboratoire Commun.

4.4. Pérennisation

Au cours du Projet, le Comité de Direction envisage les différentes options de pérennisation du Laboratoire Commun telles qu'exposées dans le document de soumission ANR et soumet une stratégie de pérennisation au Comité de Pilotage.

La stratégie de pérennisation de Laboratoire Commun s'appuiera sur les efforts concertés des Etablissements et de la Société et aura pour but d'assurer la continuité de l'activité commune de recherche développées dans le cadre du Projet après le terme du présent Contrat.

ARTICLE 5 – LOCALISATION / ACCES AU LABORATOIRE COMMUN

Le Laboratoire Commun est situé :

- pour les Etablissements sur le site de l'université Lyon 2, dans les bâtiments de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée;
- et pour la Société au 31, rue SOYOUZ 87 280 LIMOGES (siège social).

Les personnels impliqués dans le Laboratoire Commun, identifiés Société ou Etablissements, sont désignés d'un commun accord entre les Parties. Il est toutefois convenu qu'à tout moment, l'une des Parties pourra modifier la liste de son personnel impliqué dans le Laboratoire Commun, sous réserve que les nouveaux personnels affectés représentent la même quotité de personnel que celle initialement prévue et soient d'expertise équivalente. Tout changement dans le personnel impliqué devra faire l'objet d'une notification adressée aux autres Parties.

Les Etablissements donnent aux personnels impliqués dans le Laboratoire Commun l'accès aux matériels et équipements listés en Annexe 2, selon les conditions définies dans cette annexe. La Société donne aux personnels impliqués dans le Laboratoire Commun l'accès aux matériels et équipements listés en Annexe 2 selon les conditions définies dans cette annexe.

L'accueil de tiers sur les sites du Laboratoire Commun cités ci-dessus se fera dans les conditions décrites à l'article 8 du présent Contrat. L'accès sera dans tous les cas soumis à l'approbation du Comité de Direction et du responsable de l'établissement d'accueil.

ARTICLE 6 – FINANCEMENT ET MODALITES DE REPARTITION DU FINANCEMENT

Les apports respectifs des Parties dans le cadre du Laboratoire Commun font l'objet de l'Annexe 2 « Contributions des Parties ».

Le CNRS, pour le compte d'Archéorient, reçoit directement de l'ANR une subvention d'un montant de 300.000 € conformément aux dispositions de sa convention signée avec l'ANR et supporte intégralement tout éventuel complément de financement nécessaire à la réalisation du Projet.

La Société supporte individuellement le financement de sa participation au Laboratoire Commun.

ARTICLE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE, SECRET, CONFIDENTIALITE, PUBLICATIONS

La Société reconnaît et affirme que la contribution des Etablissements est indispensable pour mener à bien le Projet défini en Annexe 1 dont le but est notamment d'élargir le spectre des applications et des marchés et d'accroître le chiffre d'affaire de la Société et que les Etablissements doivent en retour bénéficier d'un retour financier en cas de succès.

De même, les Etablissements reconnaissent et affirment que la contribution de la Société est tout autant indispensable pour mener à bien le Projet défini en Annexe 1. Cette implication de la Société doit également être prise en compte dans le retour financier vers les Etablissements en cas de succès.

7.1 Connaissances Propres

7.1. Chacune des Parties conserve la pleine et entière propriété de ses Connaissances Propres.

7.1. Pour les besoins de l'exécution du Projet et à cette seule fin, chaque Partie concède aux autres Parties, pour la durée du Projet, un droit non exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licence et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces connaissances sont Nécessaires à l'exécution, par une Partie, de sa part du Projet.

Les Connaissances Propres des Parties sont dites « Nécessaires » à l'exécution par une Partie de sa part du Projet dès lors que, sans la concession d'un droit d'usage des Connaissances Propres en cause par la Partie titulaire des droits sur lesdites Connaissances Propres, il serait impossible pour la Partie demandant ledit droit d'usage d'effectuer sa part du Projet, que la réalisation de sa part du Projet serait significativement retardée ou qu'elle nécessiterait l'engagement de ressources financières et/ou humaines additionnelles significatives.

7.1. Chacune des Parties s'engage à concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci et sous réserve des droits dont elle dispose et de ceux des tiers, un droit non exclusif, non cessible, non transférable et sans droit de sous-licence, d'exploitation de ses Connaissances Propres, Nécessaires à l'exploitation industrielle et/ou commerciale des Résultats Communs, aux conditions commerciales du marché pour le domaine d'application

considéré. Les modalités de cette licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat spécifique conclu entre les Parties concernées.

Les Connaissances Propres des Parties sont dites « Nécessaires » à l'exploitation des Résultats Communs par une Partie dès lors que, sans la concession d'un droit d'exploitation des Connaissances Propres en cause par la Partie titulaire des droits sur lesdites Connaissances Propres, l'exploitation d'un élément des Résultats Communs par la Partie demandant ledit droit d'exploitation serait techniquement ou légalement impossible.

7.2 Logiciels

7.2.1. Principes de propriété

7.2.1.1 Les Logiciels de Base sont la propriété de la Partie qui les a développés. Les Logiciels de Base Communs sont la copropriété des Parties qui les ont développés conjointement à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs.

7.2.1.2 Les Adaptations réalisées dans le cadre du présent Contrat sont, quel qu'en soit l'auteur, la propriété de la Partie propriétaire du Logiciel de Base. Les Adaptations Communes sont la copropriété des Parties copropriétaires du Logiciel de Base Commun à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs.

Sans préjudice des dispositions précédentes, chaque Partie demeure propriétaire des Extensions qu'elle a réalisé seule dans le cadre du présent Contrat. Les Extensions Communes sont la propriété commune des Parties à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs, quelle que soit la ou les Parties propriétaire du Logiciel de Base dont ces Extensions dérivent.

7.2.1.3 Les Logiciels Nouveaux développés dans le cadre du présent Contrat sont la propriété de la Partie qui les a développés seule. Les Logiciels Nouveaux Communs sont la propriété commune des Parties ayant participé à leur développement à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs.

7.2.2 Exploitation

7.2.2.1. L'utilisation et l'exploitation des Logiciels de Base, hors Logiciel(s) de Base Commun(s), sont régies par les dispositions de l'article 7.1 relatif aux Connaissances Propres.

7.2.2.2. L'utilisation et l'exploitation des logiciels constituant des Adaptations sont régies par les dispositions de l'article 7.1 applicables aux Connaissances Propres des Parties.

7.2.2.3. Sans préjudice des dispositions de l'article 7 du présent Contrat, l'exploitation industrielle ou commerciale d'un logiciel constituant une Extension par la/les Partie(s) titulaire(s) des droits sur ladite Extension devra faire l'objet d'un accord préalable de la (des) Partie(s) titulaire(s) des droits sur le Logiciel de Base duquel est dérivée l'Extension.

Les Parties concernées préciseront les modalités de cette exploitation dans le cadre d'un accord de valorisation négocié avant toute exploitation industrielle ou commerciale.

7.2.2.4. L'utilisation et l'exploitation des Adaptions Communes, des Extensions Communes et des Logiciels Nouveaux Communs sont régies par les dispositions de l'article 7.3.2 applicables aux Résultats Communs.

7.3. Résultats Communs

7.3.1. Les Résultats Communs sont la propriété commune des Etablissements et de la Société à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers respectifs. Il est entendu que les Etablissements sont considérés, pour l'application du présent alinéa, comme une seule Partie propriétaire, à charge pour eux de se répartir les quotes-parts de cette propriété conformément aux accords passés entre eux.

7.3.2. La copropriété des brevets issus des Résultats Communs ainsi que l'exploitation commerciale et/ou industrielle desdits Résultats Communs sera gérée sur la base des dispositions prévues à l'Annexe 4 du présent Contrat.

Les principes figurant à ladite annexe sont étendus aux Résultats Communs non susceptibles de faire l'objet d'une protection par voie de brevet.

Les règles relatives à l'exploitation commerciale et/ou industrielle des Résultats Communs seront définies, au moment de l'obtention desdits résultats et, en tout état de cause, avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale, dans un règlement de copropriété que les Parties s'engagent à négocier de bonne foi.

Toute exploitation commerciale et/ou industrielle directe ou indirecte d'un Résultat Commun, donnera lieu à une rémunération par la Partie exploitante aux Parties non exploitantes.

Lorsque le montant total de la rémunération due au titre de l'exploitation des Résultats Communs par l'une des Parties est inférieur aux seuils prévus dans le règlement de copropriété, le versement de ladite rémunération sera reporté à l'année suivante.

Sous réserve des dispositions prévues en Annexe 4, si l'une des Parties copropriétaire renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs Brevets Communs en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties copropriétaires en temps opportun pour que celles-ci déposent et/ou poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits Brevets Communs en leurs seuls noms et à leurs seuls frais et profits. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties copropriétaires de devenir seules copropriétaires du ou des Brevets Communs en cause pour le ou les pays concernés.

7.3.3. Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, les Résultats Communs pour ses seuls besoins propres de recherche, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins industrielles et/ou commerciales.

Toute collaboration avec des tiers dans le cadre de projets de recherche portant sur les Résultats Communs devra être préalablement autorisée par les autres Parties.

7.4. Confidentialité

7.4.1. Chaque Partie s'engage à conserver secrète et confidentielle toute information de toute nature, écrite ou verbale, appartenant à l'autre Partie et identifiée comme confidentielle par celle-ci, dont elle pourrait avoir connaissance dans le cadre du Laboratoire Commun. Elle s'abstiendra de révéler toute Information Confidentielle et de l'utiliser, à moins d'obtenir le consentement préalable et écrit de l'autre Partie.

Elle n'utilisera les Informations Confidentielles que pour les besoins du Laboratoire Commun.

7.4.2. Les dispositions du paragraphe 7.4.1 ci-dessus ne s'appliquent pas à toute information :

- disponible publiquement préalablement à sa communication ou postérieurement à celle-ci en l'absence de toute faute imputable à la Partie à laquelle elle a été divulguée ;
- détenue par la Partie à laquelle elle a été divulguée antérieurement à la conclusion du présent Contrat ;
- reçue d'un tiers de manière licite ;
- dont l'utilisation ou la divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie dont elle émane ;
- développée de manière indépendante et de bonne foi par le personnel de la Partie à laquelle elle a été divulguée sans que celui-ci n'ait eu accès à cette Information Confidentielle.

7.4.3. Afin d'assurer la sécurité des documents et informations sensibles et de leurs supports relatifs au Projet, les Parties prendront toutes les précautions nécessaires à leur protection.

7.4.4. L'engagement visé au présent article 7.4 restera en vigueur pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la communication de l'Information Confidentielle.

7.4.5. Les engagements définis ci-dessus devront être répercutés aux organismes sous-traitants des Parties.

7.4.6. Les dispositions du présent Article 7.5 ne font pas obstacle à une utilisation et à une exploitation des Résultats Communs des Parties définies à l'article 7.4.

7.5. Publications - Communications

7.5.1. Les publications ou communications sur les Résultats Communs issus du Laboratoire Commun ainsi que toutes communications relatives au Projet feront référence au Laboratoire Commun et au concours apporté par chacune des Parties à la réalisation de la collaboration ainsi que du soutien de l'ANR en mentionnant le numéro de la convention de soutien ANR (ANR-15-LCV4-0002-01) ainsi qu'en apposant le logo de l'ANR sur tout support de communication et/ou de publication (à l'exception des publications scientifiques).

7.5.2. Tout projet de publication ou de communication relatif aux Résultats Communs par l'une des Parties sera soumis, pendant la durée du présent Contrat et les six (6) mois qui suivent son expiration, à l'autre Partie pour qu'elle puisse, le cas échéant, demander une adaptation des textes ou retarder leur publication pour une période maximale de dix-huit

(18) mois à compter de la demande afin de sauvegarder les intérêts industriels et économiques de chacune des Parties.

Chaque Partie s'engage à donner sa réponse dans les deux (2) mois de la réception du projet de publication ou de communication, délai au-delà duquel l'accord sera réputé acquis. Ces publications ou communications devront, en toute hypothèse, respecter les dispositions de l'article 7.4 ci-dessus.

7.5.3. Toutefois, les dispositions du présent article 7.6 ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux chercheurs des Etablissements ou aux enseignants chercheurs de produire un rapport d'activité à leurs tutelles dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ou du présent Contrat ;
- ni à l'obligation qui incombe aux salariés de la Société de produire un rapport d'activité à leurs responsables hiérarchiques en cas d'information ayant un caractère de confidentialité, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ou du présent Contrat ;
- ni à la soutenance de thèse d'étudiants chercheurs ou de chercheurs, dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent Contrat, sous réserve des dispositions particulières de confidentialité incluses dans le présent Contrat.

ARTICLE 8 – PERSONNELS AFFECTES A LA COOPERATION

8.1. Personnels des Parties

Dans le cadre du présent Contrat, des agents de l'une des Parties restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler temporairement dans les locaux d'une autre Partie. Le personnel de cette dernière doit alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil dans lequel il travaille. Toutes instructions utiles lui sont données à ce sujet au moment de son affectation.

Chaque Partie continue d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.).

Chaque Partie assume sa responsabilité civile d'employeur à l'égard de son personnel conformément aux dispositions du Code civil.

Les Etablissements et la Société assurent, l'un et l'autre, la couverture de leurs personnels respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Dans le cadre d'action de formations internes en matière de sécurité réalisées par l'un des Etablissements, le responsable de la formation en cause s'engage à former le personnel de la Société temporairement hébergé à l'évacuation incendie et la manipulation des extincteurs.

Les personnels de la Société s'engagent à participer à chaque action de formation, liée à la prévention et la sécurité des locaux jugée nécessaire par l'un des Etablissements.

8.2. Accueil de tiers dans le Laboratoire Commun

Pour la bonne réalisation de la feuille de route de recherche et d'innovation et/ou à des fins de démonstration et/ou de présentation, les Parties peuvent accueillir des tiers sur leur site constituant une partie du Laboratoire Commun.

L'accueil de ces tiers se fera dans les conditions suivantes :

- un tiers ne pourra être accueilli dans le Laboratoire Commun qu'après avoir obtenu l'accord préalable du Comité de Direction du Laboratoire Commun à l'unanimité ;
- la responsabilité civile pour les dommages subis ou causés par le tiers sera assurée par l'employeur de la personne accueillie ;
- le tiers devra souscrire aux règles de confidentialité par la signature d'un engagement de confidentialité, tant dans le Laboratoire Commun que dans les locaux de l'établissement d'accueil, signé par les représentants habilités des Parties.

ARTICLE 9 – DUREE

Le présent Contrat est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter du 01/04/2016, soit jusqu'au 31/01/2018.

Il peut être renouvelé à la fin de cette période, conformément à la stratégie de pérennisation choisie par les Parties, par un avenant qui précise notamment l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

Nonobstant l'échéance du Contrat ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article 10, les dispositions prévues aux articles 7 et 13 restent en vigueur pour les durées fixées aux dits articles.

ARTICLE 10 – RESILIATION

10.1. Le présent Contrat pourra être résilié de plein droit, après information de l'ANR, par l'une des Parties en cas d'inexécution par une autre Partie d'une ou plusieurs de ses obligations. Cette résiliation ne deviendra effective que trois (3) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, au sens de l'article 1148 du Code Civil et de la jurisprudence.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée

du Contrat.

10.2. Le présent Contrat pourra être résilié de plein droit par les Etablissements, dans le cas où la Société ferait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, conformément aux dispositions de l'article L.622-13 du Code de commerce.

Le présent Contrat est également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable de la Société.

10.3. En cas d'expiration ou de résiliation du présent Contrat, les Parties prennent l'engagement de se restituer, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents qu'elles se seraient transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction.

ARTICLE 11 – INTEGRALITE ET LIMITE DU CONTRAT

Le présent Contrat, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des Parties. Aucune clause figurant dans des documents envoyés ou remis par les Parties ne pourra s'y intégrer sans avoir préalablement fait l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

ARTICLE 12 – INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision devenue définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent Contrat.

ARTICLE 13 – LITIGES

Le présent Contrat est soumis aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les juridictions françaises compétentes seront saisies par la Partie la plus diligente.

Fait à Villeurbanne, en trois (3) exemplaires originaux,

Pour le CNRS :

Le :

Pour le Président et par délégation

M. Frédéric FAURE

Délégué Régional

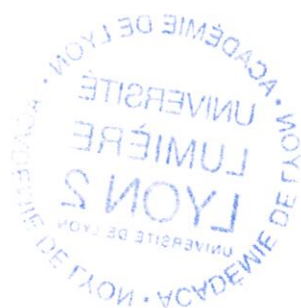
Pour Lyon II:

Le :

Mme. Nathalie DOMPNIER

Présidente





ANNEXE 1 : PROGRAMME SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : FEUILLE DE ROUTE

L'objectif du Laboratoire Commun est le développement de stratégies de reconnaissance en archéologie et de protocoles d'analyse adaptés à des contextes géographiques variés où sont présents les membres d'Archéorient (Proche et Moyen-Orient, pourtour méditerranéen, Asie centrale).

Dans ce but, plusieurs axes scientifiques et techniques seront identifiés :

Axe 1 : Recherche & Développement de matériels et de logiciels

Le besoin d'un tel développement de l'archéologie préventive à l'étranger consiste à disposer d'un matériel compact, peu encombrant, léger, portable afin de pouvoir intervenir facilement, et de disposer d'interfaces d'acquisition et de traitement permettant de regrouper, visualiser et confronter les différentes sources de données.

Sous-axe 1A. Recherche & Développement matériel.

Dans un premier temps, les efforts pourront donc être consacrés au développement de plusieurs projets permettant d'adapter les outils au terrain d'utilisation qu'est l'Orient :

- Optimisation instrumentale

- . Prospections géophysiques sur de grandes surfaces :

Conception et réalisation de chariots légers, fonctionnels en tout terrain, non magnétiques pour ne pas perturber les capteurs, et disposant d'un système innovant d'auto-verticalisation de l'axe supportant les capteurs pour ne pas fausser la mesure sur un terrain non plat. Ce chariot a pour but de faciliter le déroulement de la prospection géophysique en supportant le poids de l'instrument de mesure et de pouvoir s'adapter à tout type d'utilisation (trainé par un opérateur à pied, par quad, par tracteur, ou par voiture).

- . Précision de la localisation (x, z) de la mesure le long d'un profil y :

Conception d'un système instrumental mesurant avec précision la distance parcourue par un chariot par roues codeuses et accéléromètre et des variations d'altitudes le long des profils par mesure de pression ou utilisation de la composante z de l'accéléromètre, permettant de tenir compte en temps réel de la topographie d'une manière plus précise, plus simple, et moins cher que les systèmes GPS déjà existants.

- . Optimisation de réalisation de photos aériennes par cerf-volant :

Développement d'une nacelle supportant un grand nombre d'appareils photos, plus légère, plus stable, avec son système instrumental permettant de piloter à distance à la fois l'orientation et le contrôle complet de l'appareil photo avec déclenchement de la prise de vue et retour vidéo, avec au sol toutes ces informations utiles au pilotage affichées sur une tablette étanche standard, car aucun système du marché ne correspond actuellement à notre besoin et n'est compatible avec différents appareils-photos.

- Développement d'une interface d'acquisition universelle

La reconnaissance géophysique nécessite souvent de procéder à la même prospection avec différentes méthodes. Il convient donc de pouvoir disposer d'un système d'acquisition adaptable à tout type d'appareillage géophysique permettant une centralisation rapide des données, voire même permettant l'acquisition simultanée de mesures par différentes méthodes.

Cette interface disposera d'un géoréférencement en temps réel par GPS différentiel permettant un recalage rapide dans un plan général et permettant aussi sur le terrain de visualiser la carte géophysique et restituer les anomalies archéologiques détectées.

Le but de cette interface est d'être faible consommation, de faible encombrement, de faible coût, et léger.

Elle sera constituée :

- D'un écran 10" avec dalle tactile.
- D'une carte µSD pour le stockage des données.
- D'un port RS232 et Bluetooth pour se connecter au matériel de prospection géophysique utilisé.
- D'un port USB-Client pour pouvoir transférer rapidement les données sur une clé USB.

Sous-axe 1B. Recherche & Développement logiciel.

- « Big data » et géophysique

Le développement de systèmes permettant un meilleur rendement de prospection pose aussi le problème de la gestion de la masse de données engendrée par de telles prospections géophysiques. Un point essentiel du développement porte donc sur la création d'outils et de logiciels adaptés qui n'existent pas actuellement sur le marché.

. Développement d'un logiciel pour l'automatisation des protocoles de post-traitement des données géophysiques (délignage, correction de festons, filtres par la médiane ou directionnel...), notamment en prospection magnétique et électromagnétique basses-fréquences.

. Développement d'un logiciel de classification automatique des anomalies géophysiques par une approche orientée objet : identification de la forme de l'anomalie puis analyse par calcul d'inversion pour caractériser la structure archéologique (dimensions, profondeur, type de remplissage ou de matériau de construction) à l'origine du signal mesuré.

- Prise en compte des facteurs paléoenvironnementaux dans l'analyse des données géomorphologiques

Le traitement des données géomorphologiques repose sur l'utilisation de logiciels payants, comme Rockworks, ou libres comme Sedlog mais dont les fonctions sont plus limitées. Toutefois, aucun de ces logiciels ne prend en compte les facteurs paléoenvironnementaux. Pour une analyse plus pertinente des données géomorphologiques mais aussi pour une comparaison plus approfondie avec les données géophysiques, il est essentiel de disposer d'un niveau d'analyse permettant de mieux caractériser les unités sédimentaires prenant en compte :

- . les indices sédimentaires
- . l'analyse des bio-indicateurs
- . la prise en compte des mesures par sonde ou sur échantillon de la susceptibilité magnétique (qui est par ailleurs cartographiée par prospection électromagnétique basses fréquences).

Axe 2 : Analyse globale « Géophysique/Géomatique/Géomorphologique »

L'objectif de cet axe est de constituer une analyse du potentiel archéologique et environnemental des sites archéologiques, en reprenant les données issues des différentes opérations patrimoniales, notamment en les intégrant au sein de cartes archéologiques élaborées sous la forme de SIG. Un effort particulier sera effectué sur la recherche d'un protocole rapide combinant la géophysique, la géomatique, et la géomorphologie, pour pouvoir très rapidement sur n'importe quel site archéologique présumé faire des relevés géophysiques, géomatiques, les traiter, les placer dans une large base de données, et les intégrer dans une carte archéologique la plus complète des zones étudiées.

- Approches géomorphologiques

- . Élaboration d'un outil permettant une localisation fiable des zones à fort potentiel géoarchéologique (paléoreliefs, paléosurface, archives paléoenvironnementales, etc.), cet outil étant le grand absent des opérations d'archéologie préventive en raison des contraintes spatio-temporelles d'une fouille mécanisée, souvent tributaire de la densité de vestiges diagnostiquée.
- . Mise en évidence les anomalies lithologiques de grande amplitude spatiale ; elles peuvent être corrélées à des paléoreliefs ayant subi les effets des processus sédimentaires synchrones ou postérieurs aux occupations archéologiques. Le gain de temps obtenu par cet outil permet de décider d'une stratégie pertinente d'échantillonnage de données stratigraphiques (carottages, sondages ouverts) dont la résolution est fonction de l'objet géomorphologique mis en évidence par la géophysique.
- . Quantification des volumes sédimentaires de subsurface, permettant une estimation pertinente et argumentée des moyens nécessaires à une éventuelle fouille préventive.
- . Approche comparative de mesures de susceptibilité magnétique dans les carottages et en prospection géophysique au moyen de la méthode électromagnétique pour la caractérisation des niveaux archéologiques et sédimentaires.

- Approches géomatiques

- . Mise au point un protocole d'analyse fondé sur la collecte efficace de données pertinentes pour guider la planification de travaux d'archéologie préventive. Le point commun de ces données est de comporter une référence spatiale ; l'usage d'un SIG pour structurer, analyser et afficher ces données semble donc incontournable. Cependant, l'efficacité et la pertinence de ces systèmes supposent une structuration des données qui permette d'atteindre les objectifs qui leur sont assignés. Le contexte spécifique du

protocole – archéologie préventive, expertise réalisée à l'étranger, exploitation de données acquises selon des méthodes diverses – justifie une étude spécifique. À cette fin, il conviendra, pour chaque donnée produite de :

- définir son mode de stockage,
- évaluer son exactitude géométrique et donc définir son échelle de validité,
- baliser son exactitude sémantique,
- rechercher en quoi elle est porteuse de l'information recherchée dans sa forme brute, et mettre en place des protocoles d'analyse propres à obtenir des données secondaires significantes,
- définir des modes d'affichage permettant un rendu cartographique lisible et pertinent.

Ces approches seront réalisées dans le cadre du développement d'un outil intégré open source permettant un « tout-en-un géomatique » (sous la forme de plug-ins pour le logiciel de SIG Q-GIS, un logiciel open source SIG utilisé par l'entreprise Éveha et le laboratoire Archéorient).

ANNEXE 2 : CONTRIBUTIONS DES PARTIES

Cette annexe liste les contributions humaines et matérielles apportées par chacune des Parties.

Contribution d'Archéorient

Ressources humaines

Nom et Intitulé de poste				Tutelle	Temps affecté par an (ETP)	Durée de la contribution en mois	Montant en € pour la durée du projet	Coût couvert par l'aide (oui/non)
Prénom	NOM	Grade	Spécialité(s)					
Christophe	Benech	CR1	Géophysique, Archéologie	CNRS	15%	36	36 947,70	non
Lionel	Darras	IE2	Géophysique, Instrumentation	CNRS	50%	36	88 750,50	non
Olivier	Barge	IR1	Géomatique	CNRS	10%	36	26 180,40	non
Emmanuelle	Régagnon	IE2	Géomatique	CNRS	10%	36	15 713,10	non
Jean-Philippe	Goiran	CR1	Géomorphologie	CNRS	10%	36	23 661,90	non
Claire	Giguet	IE2	Documentaliste	CNRS	10%	36	14 994,90	non
Total : 206 248,50 euros								

Moyens expérimentaux et Logiciels

L'ensemble de ce matériel est financé par le fond ANR

- Matériel géophysique : 74 000 euros

- . Electromagnétisme : CMD Mini-Explorer + EM31
- . Magnétomètre fluxgate : Ensemble FOERSTER Ferex + 4 sondes "CON 650"
- . Sondage électrique : RM85 + PA20
- . Tomographie électrique : Syscal ou TerraMeter LS
- . Géoradar : Radar 3D ou style Mini-Mala

- Matériel positionnement : 44 000 euros

- . GPS différentiel : Trimble R10 ou Leica GS08
- . GNSS + centrale inertielle

- Autre matériel : 1000 euros

- . Station météo Davis VantagePro2 + accessoires
- Logiciels : 3500 euros
 - . CAO mécanique : 1 licence Solidworks
 - . Traitement géophysique : 1 licence Surfer + 1 licence Grapher
 - . 1 licence Autocad - Autodesk Map

Locaux :

Le laboratoire met à disposition du LabCom un bureau qui accueillera le géophysicien embauché par la Société afin d'assurer une collaboration étroite dans la partie en développement instrumental pour la géophysique.

Les moyens de l'antenne locale de Jalès pourront aussi être utilisés pour les études expérimentales de terrain et la réalisation d'un site test de référence.

Contributions de la SOCIETERessources humaines

Nom et intitulé de poste	Montant en €	Temps affecté par an (ETP)	Coût couvert par l'aide (oui/non)
Géophysicien (à recruter)	44 536	100 %	44 536
Thomas Creissen, Responsable développement international	56 840	5 %	2842
Vincent Garénaud, Ingénieur d'études	48 065	5 %	2403
François Fouriaux, Ingénieur de recherche	45 990	5 %	2300
Jérôme Brenot, Ingénieur d'études	42 325	5 %	2116
TOTAL : 237756 euros			

Moyens expérimentaux et Logiciels

ANNEXE 3 : CONNAISSANCES ANTERIEURES DES PARTIES

CONNAISSANCES ANTERIEURES PROPRES D'ARCHEORIENT

SAVOIR-FAIRE : géophysique, géomatique et géomorphologie, développement logiciel, développement en instrumentation géophysique.

LOGICIELS : WumapPy, GeophPy, GeomacqPy

CONNAISSANCES ANTERIEURES PROPRES DE LA SOCIETE

SAVOIR-FAIRE :

LOGICIELS :

ANNEXE 4 : BREVETS ISSUS DES RESULTATS COMMUNS

A - PRINCIPES GENERAUX

La présente annexe s'applique à toutes les demandes de brevets issues des Résultats Communs ainsi qu'à leur maintien en vigueur et éventuelles extensions à l'étranger.

Sauf cas de renonciation de l'une des Parties comme prévu ci-dessous, les Brevets Communs sont déposés, en France et à l'étranger, aux noms conjoints des Etablissements et de la Société.

La gestion et le suivi des Brevets Communs, depuis la date de dépôt de la première demande de brevet jusqu'à leur mise dans le domaine public, sont confiés à l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété.

A ce titre, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété a seul qualité pour agir au nom de la copropriété, pour tous les actes mentionnés ci-après, dans le respect des procédures d'information et d'avis prévues ci-dessous. Il évalue l'opportunité de se faire assister d'un mandataire pour l'accomplissement de ces fonctions.

VIBRATEC est désignée comme l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété pour l'application du présent Contrat. Elle a pour interlocuteur Centrale Lyon pour le compte des Etablissements.

Les Parties s'engagent :

- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des Brevets Communs ;
- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés dans les demandes de brevet, en accord avec les dispositions légales en vigueur;
- à ce que leurs personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des Brevets Communs, et en particulier qu'ils signent la cession de droits liés à la procédure américaine.

B - FRAIS

L'Organisme Gestionnaire de la Copropriété prend en charge tous les frais afférents au dépôt, à la procédure de délivrance, au maintien en vigueur des Brevets Communs, ainsi que ceux engendrés par leur éventuelle extension à l'étranger.

Il sera tenu compte, lors du calcul des rémunérations dues aux Parties non exploitantes par la Partie exploitant les Brevets Communs, des frais de toute nature engagés pour la protection des Brevets Communs.

Le règlement de copropriété cité à l'article 7.4.2 prévoira les modalités pratiques d'imputation de ces frais sur les rémunérations.

Il est entendu que les Parties font leur affaire de l'intéressement des inventeurs, conformément à la législation en vigueur.

C - PROCEDURES DE DEPOT, DE MAINTIEN ET D'EXTENSION DES BREVETS COMMUNS

Dépôt et maintien des Brevets Communs

La décision de déposer des Brevets Communs est prise par le Comité de Direction dans les conditions de l'article 3.15. Conformément aux dispositions du paragraphe A de la présente annexe, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété supervise la procédure de dépôt et communique pour avis le texte des demandes des Brevets Communs aux autres Parties.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété ou une des Parties ne désire pas protéger par un Brevet Commun les Résultats Communs, il en avise les autres Parties dans les meilleurs délais de façon à ce que les Parties intéressées puissent procéder au dépôt à leurs seuls noms, frais et profits.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété ou une autre des Parties ne souhaite pas maintenir en vigueur un Brevet Commun, il en avise les autres Parties dans les meilleurs délais de façon à ce que les Parties intéressées au maintien puissent poursuivre, en leurs seuls noms, frais et profits, les procédures. Dans cette hypothèse, la Partie qui renonce cède, avec contrepartie, sa quote-part de copropriété aux autres Parties.

Extension des Brevets Communs

L'Organisme Gestionnaire de la Copropriété communique aux autres Parties, dans les meilleurs délais, son intention de procéder aux extensions du ou des Brevets Communs.

Si une des Parties ne souhaite pas participer aux extensions décidées par l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété, elle l'en informe par écrit dans les meilleurs délais, afin que celui-ci puisse étendre le Brevet Commun aux seuls noms et profit des autres Parties.

Si l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété renonce à étendre les Brevets Communs, il en avise les autres Parties, qui peuvent alors effectuer les procédures nécessaires à leurs seuls noms, frais et profit.

La Partie qui renonce aux extensions cède, avec contrepartie et de façon exclusive, ses droits sur les demandes de brevets correspondants, pour les territoires considérés dans le cadre de la procédure d'extension, aux autres Parties.

D - CESSION

A tout moment, et dans les conditions définies ci-après, chaque Partie peut céder sa quote-part de copropriété sur les Brevets Communs ou demandes de Brevets Communs.

La Partie qui souhaite céder sa quote-part de copropriété à un tiers, notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres copropriétaires, en précisant notamment le nom du tiers cessionnaire ainsi que les conditions financières de la cession.

Dans les deux (2) mois qui suivent cette notification, les copropriétaires bénéficient d'un droit de préemption à des conditions financières égales à celles consenties au tiers. Les copropriétaires manifestent par écrit leur intention au cédant. A l'expiration du délai sus visé, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession si aucun des copropriétaires ne lui a fait part de sa volonté de faire jouer son droit de préemption.

Dans l'acte de cession, le cédant porte à la connaissance du cessionnaire, qui les accepte, les droits et obligations issus du présent Contrat et du règlement de copropriété précité. Le cessionnaire est subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession est communiquée aux autres copropriétaires initiaux.

E - ACTIONS EN JUSTICE

Les copropriétaires s'informent réciproquement dans les plus brefs délais :

- de tout acte de contrefaçon commis par des tiers dont ils auraient connaissance ;
- de toute réclamation ou action en contrefaçon qui les viserait ;
- ou de toute autre action en justice relative à la propriété des Brevets Communs.

Ils se concertent sur les différentes actions à mener et se fournissent tous les éléments dont ils disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur de celle-ci. Ils échangent en outre tous documents, pouvoirs et signatures utiles à une mise en œuvre des actions décrites ci-après.

Si les Parties décident, d'un commun accord, qu'il y a lieu d'engager des poursuites contre un tiers, elles déterminent si de telles poursuites doivent être menées de façon conjointe. Le cas échéant, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété prend toutes les mesures pour engager toute procédure et faire cesser cette contrefaçon ou cette atteinte, en son nom et au nom des autres Parties qui lui donneront spécifiquement mandat à cet effet.

Si l'une des Parties souhaite engager des poursuites et que les autres Parties ne le souhaitent pas, elle peut alors poursuivre de sa seule initiative et en son seul nom. Les frais de procès sont à sa charge et les indemnités, y inclus les éventuels dommages intérêts, susceptibles d'être prononcées lui sont intégralement acquises.

Dans le cas où une action en contrefaçon serait intentée par un tiers contre l'une des Parties et/ou ses licenciés et/ou clients, le paiement des redevances par l'une des Parties aux autres sera suspendu et versé sur un compte séquestre à compter de la date de notification de l'action et jusqu'à une décision de justice devenue définitive ou transaction avec ce tiers.

ANNEXE 5 : LISTE DES MEMBRES DU COMITE SCIENTIFIQUE

Représentants des Etablissements :	Christophe Benech
	Emmanuelle Vila
Représentants de la Société :	Thomas Creissen
	Julien Denis

ANNEXE 6 : LISTE DES MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE

Représentant du CNRS :	le Directeur de l'Institut des Sciences de Humaines et Sociales du CNRS ou son représentant
Représentant de LYON II:	La ou le Président.e de l'Université ou sa ou son représentant.e
Représentant du Laboratoire :	Sylvie Müller-Celka
Représentant de la Société :	Vincent Garenaux

